



NIGER
RÉPONSE RAPIDE
DÉPLACEMENT
2020

20-RR-NER-42550

Louise Aubin

Coordinateur Résident / Humanitaire

PARTIE I – APERÇU DE L'ALLOCATION

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION :

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

La revue après action n'a pas eu lieu. Les agences bénéficiaires ont été consultées en bilatérale pour recueillir leurs contributions. À la fin du rapport, il a été partagé à toutes les agences bénéficiaires pour valider leurs contributions avant la soumission au Secrétariat du CERF.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui Non

Merci de confirmer que le rapport final a été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui Non

1. PRIORISATION STRATÉGIQUE

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

Entre janvier et avril 2020, les régions de Tillabéri et Tahoua ont fait face à des mouvements de populations causés par trois attaques des groupes armés non étatiques dans les localités de Inatès, Sanam et Sinogodar dans la région de Tillabéri et 1 attaque à Agando dans la région de Tahoua. Quant à la région de Diffa, des personnes se trouvant au niveau de la frontière avec le Tchad ont été obligées de fuir les violences dues à des conflits armés. Les populations de ces localités ont dû tout abandonner. Étant donné que les besoins de ces personnes nouvellement déplacées n'avaient pas été pris en compte dans l'aperçu des besoins humanitaires de 2020, les Fonds du CERF ont été stratégiques pour apporter une assistance urgente à ces personnes qui ont tout perdu. Environ 174,156 personnes ont pu bénéficier d'une assistance d'urgence dans les secteurs prioritaires des abris, biens non alimentaires, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, l'éducation, la protection y compris la prise en charge de la protection de l'enfance et des violences basées sur le genre, le multi secteur réfugiés, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Valeur ajoutée du financement CERF :

Les fonds CERF réponse rapide ont permis de répondre aux besoins critiques des personnes affectées par les conflits armés. Ainsi :

- 4,100 kits abris d'urgence ainsi que 410 kits d'outils de construction (outils pour la construction d'abris) ont été distribués d'urgence.
- Environ 119,929 personnes en déplacement forcé ont bénéficié d'assistance en eau, hygiène et assainissement.
- 10,560 personnes vulnérables dont 10,158 enfants ont bénéficié d'assistance dans le secteur éducatif.
- La prise en charge des enfants vulnérables a été assurée à travers 20 structures communautaires dédiées à la protection de l'enfance.
- Les capacités de 50 structures ont été renforcées en kits de dignités et un personnel qualifié a été recruté pour la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre.
- Des activités de protection générale ont été mises en œuvre pour assurer un environnement protecteur à ces personnes en déplacement forcé.
- 50,997 personnes ont reçu l'assistance alimentaire inconditionnelle sous forme de transferts monétaires pour se procurer de l'assistance dont elles ont besoin.
- Environ 12,370 personnes ont été assistées à travers des distributions en vivres pour subvenir à leurs besoins alimentaires pendant 4 mois

L'allocation du CERF a contribué à renforcer la coordination. En effet, de l'évaluation des besoins à la planification des activités jusqu'à leur mise en œuvre et suivi, la collaboration et la coordination se sont avérées cruciales pour répondre de manière holistique aux besoins des personnes affectées et obtenir des résultats durables. Le CERF a permis de renforcer la collaboration entre les différents secteurs prioritaires identifiés au titre de cette allocation en favorisant de meilleurs dialogues entre les différents groupes sectoriels dans les zones de mises en œuvre et au niveau national.

Lors des réunions de coordination des activités planifiées au titre de cette allocation, plusieurs partenaires se sont retrouvés pour coordonner la mise en œuvre des activités. En plus de la coordination des activités, des réflexions ont été menées pour trouver des financements ou des partenaires qui sont prêts à continuer les activités en cours afin de garantir la continuité de l'assistance à ces personnes vulnérables.

Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires¹ :

Les quatre domaines prioritaires humanitaires ont été pris en compte dans cette allocation à travers les activités mises en œuvre. Les premières évaluations des besoins ont montré que plusieurs femmes et enfants (surtout les filles) avaient besoin de protection. Ces personnes ayant vécu des violences avaient besoin d'une prise en charge urgente en soutien psychosocial et d'un environnement protecteur pour s'installer avec leur famille et se reconstruire. Aussi, les réfugiés des régions de Tahoua et Tillabéri se trouvant dans les zones d'insécurité (zones où l'activisme des GANE est accru et zones où des opérations militaires sont en cours) devaient être relocalisés sur des sites plus sécurisés pour leur garantir un environnement protecteur.

Pour faire progresser ces quatre domaines susmentionnés, le secrétariat du CERF doit procéder à des plaidoyers forts à tous les niveaux pour que ces domaines soient intégrés dans toutes les activités humanitaires. Aussi, le Secrétariat du CERF doit renforcer les recommandations pour la prise en compte de ces priorités dans la mise en œuvre des projets financés par le CERF parce qu'elles incitent de plus en plus les agences à prendre en compte ces domaines dans la mise en œuvre de leurs projets.

Les principaux défis auxquels fait face la communauté humanitaire : l'absence de données désagrégées dans les différents rapports d'évaluations continue d'être une contrainte majeure pour mesurer les besoins spécifiques des différentes catégories de personnes vulnérables. Très peu d'outils utilisés pour les évaluations prennent en compte l'aspect genre dans sa globalité. Au-delà des outils, très peu de personnes sont assez formées pour la prise en compte du genre dans les activités humanitaires. Les stratégies pour guider les clusters pour la prise en compte effective du genre dans leurs activités ne sont pas assez maîtrisées par les membres des clusters. De plus, les besoins des personnes vivant avec un handicap ne sont pas clairement identifiés dans les évaluations des besoins. Ceci rend difficile la prise en compte des besoins spécifiques de cette catégorie de personne au cours de la réponse.

Pour répondre aux défis liés au genre, OCHA a appuyé la mise en place un groupe de travail genre dans l'action humanitaire pour la prise en compte effective de l'aspect genre dans toutes les interventions humanitaires et aussi dans toutes les planifications humanitaires. Plusieurs activités ont été prévues par le groupe pour améliorer la prise en compte du genre dans les documents de planification du prochain cycle humanitaire. C'est dans ce sens que OCHA a facilité en collaboration avec le siège de OCHA et OXFAM, une séance de formation à tous les staffs de OCHA et les membres du groupe genre sur l'analyse genre dans l'action humanitaire. Dans les prochaines étapes du plan d'action du groupe genre, une stratégie genre devra être développée pour guider la communauté humanitaire dans la prise en compte du genre dans l'action humanitaire. Aussi, OCHA continue à travailler sur la boîte à outils des évaluations conjointes pour harmoniser les outils afin de pouvoir produire des résultats comparables entre les régions.

Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$)

Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	82 742 000
CERF	6 001 054
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	0
Autres (bilatéral / multilatéral)	44 728 497
Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)	50 729 551

Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
UNHCR	20-RR-HCR-019	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle	1 000 013

¹ En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

UNHCR	20-RR-HCR-019	Protection - Protection	500 006
UNHCR	20-RR-HCR-019	Protection - Protection de l'enfance	500 006
UNHCR	20-RR-HCR-019	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste	500 006
UNICEF	20-RR-CEF-032	Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires	900 441
UNICEF	20-RR-CEF-032	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	700 343
UNICEF	20-RR-CEF-032	Éducation - Éducation	400 196
WFP	20-RR-WFP-027	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	1 005 027
WFP	20-RR-WFP-027	Nutrition - Nutrition	495 014
Total			6 001 052

Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)

Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours	3 018 811
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	458 131
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	815 591
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	1 708 521
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	0
Total fonds transférés aux partenaires (IP) *	2 982 243
Total	6 001 054

* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subsventions en annexe.

2. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

Aperçu situation humanitaire :

De mi-janvier à avril 2020, un grand nombre de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile en raison du conflit armé dans les régions de Tillabéri, ainsi que dans les régions de Tahoua et Diffa. Ces personnes nouvellement déplacées ne sont pas incluses dans le Plan de réponse humanitaire 2020 pour le Niger. Le HCR et le Comité national d'éligibilité estiment au 4 mars 2020 qu'environ 17,031 personnes ont fui leur domicile dans la région de Tillabéri, dont certaines sont en déplacement forcé secondaire. En plus de ce déplacement interne, quelque 3,000 réfugiés maliens se sont installés au Niger et des Nigériens ont traversé la frontière pour s'installer au Mali. Dans la région de Tahoua, quelque 23,102 personnes actuellement déplacées à Tilia et Agando se déplacent vers des zones plus sûres en raison des conflits armés. Au 21 février 2020, le Cluster Protection et les acteurs humanitaires ont identifié 1,506 personnes déplacées d'Agando. Ces personnes sont également déplacées pour la deuxième fois. En outre, 5,000 réfugiés dans la zone d'accueil des réfugiés d'Intikane dans la région de Tahoua doivent être relocalisés pour des raisons sécuritaires. Au 30 avril 2019, la région de Tillabéri accueillait 49,078 personnes déplacées et Tahoua 21,227 personnes comparativement à avril 2020 où la région de Tillabéri accueillait 102,726 personnes et la région de Tahoua comptait 34,308 personnes. Les acteurs humanitaires estiment que toutes les personnes déplacées à Tillabéri et Tahoua risquent un second déplacement en raison du conflit armé.

Comme à Tillabéri et Tahoua, des enlèvements, des vols et des attaques meurtrières par des groupes armés non étatiques sont signalés presque quotidiennement dans la région de Diffa. Au 21 février, 11,500 personnes avaient été déplacées en raison de l'insécurité croissante, dont 10,228 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 1,272 réfugiés et retournés.

Outre les conséquences humanitaires liées à ces déplacements, les personnes touchées sont également confrontées à l'insécurité alimentaire. L'analyse indique que quatre départements sur 13 de la région de Tillabéri ont une forte concentration de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. La prévalence de l'insécurité alimentaire pourrait persister au niveau de la crise ou basculer en urgence, avec une augmentation de la proportion de personnes touchées dans six départements de la région de Tillabéri. Cette situation alimentaire précaire a également un impact sur la situation nutritionnelle de cette région. Les résultats de l'enquête SMART 2019 montrent une aggravation de la situation avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) de 10,7% au-dessus du seuil d'alerte de 10%.

Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF :

Le Secrétariat du CERF a alloué 6,001,054 à travers le guichet d'intervention d'urgence pour assister les personnes en déplacement forcé dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa et aussi de relocaliser certains réfugiés des régions de Tillabéri et Tahoua se trouvant dans des zones à risque. Environ 174,156 personnes dont 46,000 femmes, 39,472 hommes, 45,521 filles et 43,163 garçons ont été assistés par les agences bénéficiaires dans les secteurs prioritaires identifiés :

- 14,452 personnes ont été assistées en eau potable
- 350 blocs de latrines d'urgence ont été construits en faveur de 6,323 personnes déplacées internes dans la région de Tillabéri
- 2,900 kits wash ont été distribués à 20,300 déplacés internes
- 119,929 personnes ont bénéficié de la promotion des bonnes pratiques d'hygiène intégrant la sensibilisation sur la prévention contre le COVID-19
- 4,699 couples mère/enfants malnutris ont reçu des kits wash in nut dans 14 CRENI/CRENAS des districts sanitaires de Ouallam.
- Les capacités du personnel de 14 structures de santé ont été renforcées à travers la formation de 14 agents de santé, 28 relais communautaires et 14 hygiénistes ainsi que de 28 membres des comités de gestion sur les thématiques liées à la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, le suivi et l'encadrement de la communauté ainsi que la distribution du savon.
- 4,100 kits abris d'urgence ainsi que 410 kits d'outils de construction ont été distribués à 4,100 ménages soit 31,649 personnes
- 10,560 personnes ont bénéficié des activités d'éducation
- 50,997 personnes déplacées internes et des réfugiés ont reçu de l'assistance alimentaire inconditionnelle sous forme de transferts monétaires
- 12,370 personnes déplacées internes à Tahoua et Tillabéri ont reçu de l'assistance alimentaire inconditionnelle pendant 4 mois à travers des distributions mensuelles sous forme de vivres.
- 1,000 enfants de 6 à 23 mois et 701 enfants de 6 à 23 mois ont reçu de l'assistance nutritionnelle pour 7 mois respectivement pour la prévention et le traitement de la malnutrition

Personnes ayant reçu une assistance directe :

La méthodologie d'estimation des bénéficiaires a consisté à superposer le nombre de bénéficiaires par secteur et désagrégées par catégorie, sexe et âge. Pour chaque catégorie et dans chaque zone d'intervention, le nombre retenu était celui fourni par le secteur qui présentait le nombre le plus élevé de personnes assistées. Comme les secteurs ont les mêmes cibles dans certaines zones, les chiffres des secteurs qui ont assisté le plus grand nombre de personnes par catégorie et selon le sexe et l'âge permettent d'estimer les bénéficiaires en évitant des doublons. Cette méthodologie permet d'avoir le total des bénéficiaires par catégorie et désagrégé selon le sexe et l'âge.

La cible prévue a été dépassée de plus de 100%. Cette hausse peut s'expliquer entre autres par :

- Les prix d'achat de kits abris d'urgence et kits d'outils de construction ont été plus bas que les prix planifiés. En raison de cela, l'UNICEF a pu acheter 4,100 kits abris et 410 kits outils et assister 31,649 personnes au lieu de 21,000 personnes.
- Pour la sécurité alimentaire, 63,367 personnes ont reçu une assistance en vivres au lieu de 9,988 personnes initialement planifiées.
- Beaucoup plus de structures de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre ont été renforcées par rapport à ce qui a été planifié. Ce qui a permis de prendre en charge plus de personnes vulnérables
- La prise en charge de plus de personnes vulnérables dans d'autres activités prioritaires.

Personnes ayant reçu une assistance indirecte :

- Dans le secteur de l'éducation, 1,396 parents (dont 696 femmes) ont indirectement bénéficié de la sensibilisation par les pairs assignée aux membres des bureaux du Comité pour la gestion des établissements secondaires (CGDES) directement touchés par les formations sur les thématiques de : culture de la paix, prévention et gestion des violences en milieu scolaire. D'autres aussi ont été touchés par la mise en place des mécanismes de collecte des données sur les incidents de protection en milieu scolaire.
- Dans le secteur de WASH, l'ensemble des populations des communautés d'accueil et environnantes (88,605 personnes) ont indirectement bénéficié des activités et résultats du projet.
- Concernant l'appui en kits abris et outils, les comités de construction mis en place ont été formés à la construction des abris et à l'utilisation des kits d'outils de construction. Une fois les formations finalisées, les membres des comités de construction ont eu la charge d'appuyer et de guider les personnes bénéficiaires dans la construction.
- Les sensibilisations sur les mines ont bénéficié à plus de 50,000 personnes issues de la communauté hôte et des personnes déplacées.
- Le renforcement des capacités des acteurs de protection a également bénéficié à toute la communauté, de même que l'accès aux espaces amis des enfants.
- Plus de 17,400 personnes affectées par la crise ont bénéficié des séances de sensibilisation à travers les mégaphones sur les pratiques familiales essentielles (prévention de la diarrhée, utilisation des services de santé curatif et préventif, alimentation du nourrisson et du jeune enfant, etc.).

Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Éducation - Éducation	214	222	3,315	3,185	6,936	144	258	4,525	5,633	10,560
Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires	5,176	4,274	5,849	5,701	21,000	6,738	6,474	9,403	9,034	31,649
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	3,056	2,936	2,038	1,958	9,988	18,621	19,391	12,424	12,931	63,367
Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle	9,303	8,969	6,670	4,062	29,004	12,006	10,963	9,750	8,796	41,515
Nutrition - Nutrition	0	0	816	784	1,600	0	0	868	834	1,702
Protection - Protection de l'enfance	72	168	1,050	950	2,240	102	111	5,406	3,881	9,500
Protection - Protection	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788
Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788
Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène	4,560	3,924	5,620	5,400	19,504	39,100	34,454	24,462	21,913	119,929
Total	18,257	17,686	13,121	7,989	57,053	46,000	39,472	45,521	43,163	174,156

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	29,004	41,515
Retournés	0	0
Déplacés internes	28,049	43,634
Communautés d'accueil	0	88,605
Autres personnes touchées	0	402
Total	57,053	174,156

Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *

Sexe & âge	Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF		Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
	Prévu	Atteint	Prévu	Atteint
Femmes	18,257	46,000	349	1,642
Hommes	17,686	39,472	360	1,447
Filles	13,121	45,521	312	1,027
Garçons	7,989	43,163	218	920
Total	57,053	174,156	1,239	5,036

PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

3. RAPPORTS DES PROJETS

3.1 Rapport du projet 20-RR-HCR-019

1. Information sur le projet			
Agence :	UNHCR	Pays :	Niger
Secteur / cluster :	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle	Code du projet :	20-RR-HCR-019
	Protection - Protection		
	Protection - Protection de l'enfance		
	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste		
Titre du projet :	Réponse multisectorielle et protection en faveur des réfugiés et PDI au Niger		
Date de début :	01/05/2020	Date de fin :	31/01/2021
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 60 270 000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 7 759 000
	Montant reçu du CERF :	US\$ 2 500 032
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 2 259 328
	DIRECTIVE :	
	Partenaires gouvernementaux	US\$ 325 492
	Partenaires ONG internationale	US\$ 304 100
	Partenaires ONG nationale	US\$ 1 629 736
Croix Rouge / Croissant Rouge	US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

À travers la subvention du CERF RR, le HCR et ses partenaires ont mis en œuvre des activités relatives au projet entre mai et décembre 2020. Les réalisations sont les suivantes :

- 41,515 personnes relocalisées des sites de Tabareybarey, Mangaizé, Abala, Telemcess et Agando / Assanguyguey vers Ayorou, Ouallam, le site urbanisé d'Abala et la zone d'accueil des réfugiés d'Intikane.
- 1,330 réfugiés tchadiens enregistrés par la commission nationale d'éligibilité au statut de réfugié au camp de Sayam forage dans la région de Diffa.
- Le fond CERF a permis au HCR d'accentuer sa réponse en abris d'urgence en couvrant les besoins de 1,400 ménages sur 4,126 servis dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Diffa.
- Les fonds CERF ont aussi permis d'apporter une assistance en cash d'une somme de 15,000 FCFA par mois sur une durée de trois mois au bénéfice de 2,272 ménages ciblés dans les localités d'Abala, Ayorou, Ouallam et Intikane.

- 50,000 personnes ont été sensibilisées sur les risques de mines à travers les radios communautaires. En plus, 1,031 personnes ont été formées sur la protection, parmi lesquels 150 grâce aux fonds CERF.
- 32,788 personnes déplacées internes ont été enregistrées par le HCR dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri.
- 3,175 personnes ayant des besoins spécifiques ont reçu des kits d'urgence, parmi lesquels 541 grâce aux fonds CERF.
- La réponse en termes de protection de l'enfance a été améliorée à travers l'établissement de 20 structures communautaires dédiées à la protection de l'enfance dans les régions de Tahoua et Tillabéri et 9,500 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial incluant l'accès à des espaces amis des enfants sécurisés dans les régions de Tahoua et Tillabéri.
- La réponse VBG a également été renforcé à travers le renforcement des capacités de 50 structures de prise en charge, le recrutement de 8 acteurs communautaires, la distribution de 4,631 kits dignité dont 2,000 grâce au soutien du CERF et la tenue de 4 réunions du sous-groupe VBG dans les régions de Tahoua et Tillabéri.

3. Modifications

- Grâce aux fonds CERF, le HCR et ses partenaires ont relocalisé 41,515 réfugiés maliens sur une cible de 27,732. Ce dépassement de 13,732 s'explique par le fait que, peu après le lancement du projet, la zone d'accueil des réfugiés (ZAR) d'Intikane avait été attaquée et après le retour de l'accalmie, le HCR a mis des camions à disposition des réfugiés pour leur relocalisation vers la ZAR. Ainsi, 5,874 réfugiés maliens ont été relocalisés de la frontière malienne et 5,634 de Telemcess vers la ZAR de Intikane.
- La fermeture des camps et les abris durables construits à Abala, Ouallam et Ayorou, ainsi que la montée de l'insécurité, ont permis d'accélérer le processus de relocalisation. C'est ainsi que 15,874 réfugiés maliens ont été relocalisés d'Abala vers le site urbanisé d'Abala, 5,565 de Maingaizé à Ouallam et 6,500 de Tabareybarey vers Ayorou. Le nombre des réfugiés tchadiens enregistrés au camp de Sayam forage dépasse la cible de 58 du fait de nouvelles arrivées des réfugiés ayant rejoint les membres de leurs familles au camp.
- Les fonds CERF ont permis au HCR de soutenir sa réponse en termes d'abris d'urgence et de cash Grant. Les cibles du projet CERF ont été atteintes, permettant ainsi la distribution de et 1,400 abris d'urgence dans les régions de Tahoua et Tillabéri, 541 kits d'urgence pour les personnes à besoins spécifiques et 2,272 ménages ont été soutenus avec du cash Grant avec une somme de 15,000 FCFA par mois pendant trois mois.
- Plus de 50,000 personnes ont été touchées par les sensibilisations sur les risques des mines qui se sont déroulés sur les ondes des radios communautaires.
- Les mécanismes de protection ont été renforcés avec la formation de 1,031 personnes sur la protection, parmi lesquelles 150 sur les fonds CERF et 20 structures communautaires dédiées à la protection de l'enfance ont été mises en place dans les régions de Tahoua et Tillabéri. Toutefois, 9,500 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial incluant l'accès à des espaces amis des enfants. Ceci se justifie par le fait que d'autres bailleurs ont également financé cette activité.
- Le HCR a recruté huit acteurs communautaires dédiés aux questions de violences basées sur le genre (VBG) et formé 50 structures communautaires. Le HCR a distribué 4,631 kits de dignité dont 2,000 sur les fonds CERF.
- Aucune modification ou prolongation n'a été demandée pour ce projet.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Protection - Protection									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788

Personnes handicapées (PwD) sur le total

	195	189	140	85	609	217	203	172	111	703
--	-----	-----	-----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Secteur / cluster	Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	8,976	8,695	6,451	3,927	28,049	11,007	10,168	7,521	4,092	32,788

Personnes handicapées (PwD) sur le total

	195	189	140	85	609	217	203	172	111	703
--	-----	-----	-----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Secteur / cluster	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	9,303	8,969	6,670	4,062	29,004	12,006	10,963	9,750	8,796	41,515
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	9,303	8,969	6,670	4,062	29,004	12,006	10,963	9,750	8,796	41,515
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	154	171	172	133	630	204	179	201	218	802

Secteur / cluster	Protection - Protection de l'enfance									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	72	168	1,050	950	2,240	102	111	5,406	3,881	9,500
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	72	168	1,050	950	2,240	102	111	5,406	3,881	9,500
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	0	0	326	295	621	0	0	429	314	743

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Les sensibilisations sur les mines ont bénéficié à plus de 50,000 personnes issues de la communauté hôte et des personnes déplacées. Le renforcement des capacités des acteurs de protection a également bénéficié à toute la communauté, de même que l'accès aux espaces amis des enfants.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Renforcer l'assistance et la protection aux nouveaux réfugiés, réfugiés relocalisés et nouveaux PDI au Niger			
Résultat 1	La population réfugiée malienne est relocalisée volontairement et les personnes relocalisées / nouveaux réfugiés assistés			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Multi-cluster - Assistance aux réfugiés multisectorielle			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	# de personnes relocalisées	27,732	41,515	Rapport des partenaires
Indicateur 1.2	# de shelter kits distribués	1,400	4,126	Rapport des partenaires
Indicateur 1.3	# nombre de distributions de cash (2,272 ménages x 3 mois) 10,906 personnes	6,816	11,163	Rapport des partenaires
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>Le HCR et ses partenaires de mise en œuvre ont relocalisé 41,515 réfugiés maliens des sites vers la zone d'accueil de Tazalit dans la région de Tahoua et vers les sites urbanisés de Ouallam, Abala et Ayorou dans la région de Tillabéri. L'attaque des groupes armés contre la zone d'accueil des réfugiés (ZAR) et la montée de l'insécurité dans la zone des trois frontières, ainsi que la fermeture des camps en faveur des lotissements urbanisés, ont permis au HCR de relocaliser plus de personnes que prévu. Ceci s'explique du fait que le HCR a mis des camions à disposition des réfugiés afin de faciliter leur transport des sites vers la ZAR et les sites urbanisés.</p> <p>À la suite de l'attaque contre la ZAR, beaucoup d'abris ont été détruits, en plus les mouvements secondaires se sont intensifiés ; c'est ainsi que le HCR a distribué 4,126 kits abris d'urgence desquelles 1,400 sur le fonds CERF.</p> <p>Le CERF a soutenu la réponse du HCR en CASH Grant, 2,272 ménages sur 3,721 ont été servis grâce au fonds CERF.</p>			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Relocaliser la population	APBE		
Activité 1.2	Achat bâches et nattes pour kits d'abris	APBE		
Activité 1.3	Distribuer des kits d'abris	BNIF		
Activité 1.4	Renforcer les moyens d'existence	BNIF		

Résultat 2 Un environnement de protection favorable est créé

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Protection - Protection			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification

Indicateur 2.1	# de personnes sensibilisées sur les mines	50,000	50,000	Rapports des partenaires
Indicateur 2.2	# de personnes formées sur la protection	150	344	Rapports des partenaires
Indicateur 2.3	# de nouveaux PDI enregistrés	28,049	32,788	Rapports des partenaires
Indicateur 2.4	# de kits d'urgence distribués aux PBS	500	3,174	Rapports des partenaires

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les fonds CERF ont soutenu la réponse de protection du HCR. De manière globale, tous les objectifs du CERF ont été atteints, car le HCR apporte une réponse globale aux questions de protection.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Renforcement des capacités des autorités et acteurs de protection	MAHGC, MISPDACR, CIAUD
Activité 2.2	Enregistrement et documentation des nouveaux PDI	MAHGC, MISPDACR
Activité 2.3	Achat et distribution des kits d'urgence pour PBS	DRC

Résultat 3 La protection de l'enfance est renforcée

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Protection - Protection de l'enfance

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	# comités / groupes communautaires dédiés aux questions de protection de l'enfance	20	20	Rapports des partenaires
Indicateur 3.2	# de filles et garçons bénéficiant d'un soutien psychosocial, incluant l'accès à des espaces amis des enfants/espaces sécurisés	2,000	9,500	Rapports des partenaires

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur La cible pour les comités/groupes communautaires dédiés aux questions de protection de l'enfance est convenablement atteinte. Cependant, le nombre des filles et garçons bénéficiant d'un soutien psychosocial, incluant l'accès à des espaces amis des enfants/espace sécurisés a plus que quadruplé. Ceci se justifie du fait que d'autres partenaires soutiennent aussi les espaces amis des enfants.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Renforcement des capacités en protection d'enfance	MAHGC, MISPDACR, CIAUD
Activité 3.2	Réponse de protection pour les enfants	DRC, MAHGC, MISPDACR,

Résultat 4 La réponse VBG est renforcée

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Protection - Violence sexuelle et/ou sexiste

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	# de structures de prise en charge renforcées :	11 (10 + centre multifonctionnel à Tillabery)	50	Rapports des partenaires
Indicateur 4.2	# d'acteurs communautaires recrutés	50	8	Rapports des partenaires
Indicateur 4.3	# de réunions du sous-groupe VBG à Tillabery et Tahoua	8	4	Rapports des partenaires
Indicateur 4.4	# de kits de dignité	2,000	4,631	Rapports des partenaires
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		<p>Le HCR et ses partenaires ont renforcé les capacités de 50 structures communautaires sur les 11 prévues, étant donné que la formation a été étendue à l'ensemble des comités opérationnels dans les régions de Tahoua et Tillabéri.</p> <p>8 nouveaux acteurs communautaires ont été recrutés, car, peu avant l'approbation du projet par le CERF, les bureaux terrain ont recruté les acteurs communautaires avec le soutien de ECHO.</p> <p>Sur les 8 réunions du sous-groupe VBG ciblées, seules 4 ont pu être organisées du fait des restrictions des rassemblements, prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19. Les HCR et ses partenaires ont distribué 4,631 kits de dignité dont 2,000 sous les fonds CERF.</p>		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 4.1	Renforcer les capacités des acteurs VBG	APBE		
Activité 4.2	Autonomiser les survivantes et certaines femmes vulnérables	APBE		
Activité 4.3	Achat local kit de dignité	APBE		
Activité 4.4	Distribution kits de dignité	APBE		

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés² qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)³ :

² En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

³ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

L'approche d'évaluation participative AGDM (Âge, genre et diversité) s'est déroulée dans tous les domaines de l'intervention proposée, y compris avec les bénéficiaires et les partenaires. Les bénéficiaires sont inclus à travers l'approche participative à toutes les étapes du cycle du programme : planification, conception et mise en œuvre (le comité des réfugiés participe à la livraison du programme à travers des comités de gestion Protection, Protection de l'enfance, SGBV, etc.), le suivi et l'évaluation.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Dès le début, les bénéficiaires reçoivent des informations claires et exhaustives sur l'intervention proposée. Ils ont été consultés en permanence et réunis par le biais des groupes de discussion axés sur l'intégration de l'âge, du sexe et de la diversité et par l'intermédiaire de leurs représentants / comités respectifs. Des mécanismes de plaintes sont en place dans chaque région.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Pour réduire les risques d'agressions sexuelles, les ménages ayant à leur tête des femmes ont été priorités lors de la distribution du CASH Grant. Les enregistrements se sont déroulés dans des endroits communautaires en présence des comités SGBV et d'autres comités.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Le projet a bien tenu en compte la diversité du genre dans toutes les interventions. Environ 60 pour cent des personnes ayant reçu des réponses directes de protection sont des femmes et des filles. Les femmes font parties des membres des comités recrutés et formés. Les femmes et les filles déplacées internes ont été enregistrées de manière individuelle. Plus des filles que des garçons ont participé aux espaces amis des enfants.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Les personnes vivant avec handicap ont été les premières à être servies lors de l'identification des bénéficiaires du cash Grant, des abris d'urgence, des kits d'urgence et kits de dignité. En plus, les normes sphère relatives à l'accès des personnes vivant avec handicap aux lieux de distribution ont été prises en compte. Lors de la relocalisation des réfugiés maliens et l'enregistrement des nouvelles personnes déplacées internes, les personnes vivant avec handicaps ont été priorités.

f. Protection :

La protection de toutes les personnes a été au centre du projet. Lors des enregistrements, toutes les personnes qui nécessitent une réponse de protection ont reçu des réponses directes de la part des partenaires (Appui psychosocial, kits dignité, kits abris, kits abris d'urgence, enregistrement...) ou ont encore été référées vers les services étatiques pour des réponses médicales, légales, sécuritaires, etc.

g. Éducation :

Les comités de protection ont fortement aidé lors de la rentrée scolaire en octobre pour des actions de sensibilisation sur l'inscription et le maintien des enfants à l'école. Des comités/groupes communautaires dédiés aux questions de protections de l'enfance ont été mis en place et renforcés dans les régions de Tahoua et Tillabéri où le projet était mis en œuvre. Finalement, des filles et garçons ont bénéficié d'un soutien psychosocial, incluant l'accès à des espaces amis des enfants/espaces sécurisés dans les deux régions.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
--------------	----------------	--

Non

Non

RAS

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, ce programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

RAS

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre

Lien web / source

3.2 Rapport du projet 20-RR-CEF-032

1. Information sur le projet			
Agence :	UNICEF	Pays :	Niger
Secteur / cluster :	Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène Éducation - Éducation	Code du projet :	20-RR-CEF-032
Titre du projet :	Appui à une réponse rapide d'urgence pour l'accès aux services WASH, d'éducation de qualité pour les enfants et à l'assistance en abris d'urgence et biens non alimentaires (ABNA) pour les populations déplacées dans les régions de Tahoua, Diffa et de Till		
Date de début :	06/05/2020	Date de fin :	05/02/2021
Révisions :	Extension sans cout <input checked="" type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input checked="" type="checkbox"/>
Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :		US\$ 40 613 394
	DIRECTIVE : Chiffre pré-rempli issu du document d'application.		
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :		
	DIRECTIVE : Indiquez le montant total reçu à ce jour par rapport au total indiqué ci-dessus. Il doit être identique à ce qui est enregistré sur le service de suivi financier (FTS). Cela devrait inclure le financement de tous les donateurs, y compris le CERF.		US\$ 3 843 962
	Montant reçu du CERF :		US\$ 2 000 981
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :		US\$ 722 915
	Partenaires gouvernementaux		US\$ 132 639
Partenaires ONG internationale		US\$ 511 491	
Partenaires ONG nationale		US\$ 78 785	
Croix Rouge / Croissant Rouge		US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette subvention RR du CERF, de mai 2021 jusqu'en mai 2021, UNICEF et ses partenaires ont mis en œuvre une réponse multisectorielle en éducation, eau, hygiène et assainissement, et abris d'urgence, pour les populations déplacées dans les régions de Tahoua, Diffa et de Tillabéry. Plus précisément, UNICEF et ses partenaires ont :

Contribuer à l'accès à l'éducation, à la création d'un environnement scolaire protecteur, et le maintien des enfants à l'école, à travers

- Le renforcement des capacités d'accueil des établissements scolaires et des investissements dans la qualité de l'enseignement par la mise en place de 35 classes temporaires (TLS) dans les 32 écoles cibles du projet, la dotation de 130 enseignants en guide de mathématique et de français, la mise en œuvre de l'accompagnement pédagogique de 130 enseignants pour améliorer la qualité de la prestation des enseignements en situation de classe. De plus, 10,158 enfants ont reçu des kits scolaires.

- La création d'un environnement de protection mettant l'école au cœur de la communauté à travers la formation de 224 membres des CGDES et AME sur la culture de la paix et la prévention des violences en milieu scolaire, le renforcement de capacité sur l'appui psychosocial, la détection des signes de détresses et le référencement pour 46 directeurs d'écoles, la formation de 130 enseignants en appui psychosocial, détection des signes de détresse et sur les mécanismes et procédures de référencement vers des structures spécialisées, aussi bien que sur des thématiques transversales de la protection de l'enfant (violences basées sur le genre, éducation aux risques liés aux mines, etc.). Par ailleurs, 32 mécanismes de collecte et de rapportage des données sur les incidents de protection en milieu scolaire ont été institués ; et 35 latrines séparées par le genre ont été construites dans les écoles ciblées. Apporter une assistance en eau, hygiène et assainissement à 119,929 personnes dans la région de Tillabéry, incluant 31,324 personnes déplacées internes et 4,699 couples mères/enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère ; à travers
- L'extension du réseau d'alimentation en eau potable du village d'Ayorou au site des déplacés situé à 2,0 km, offrant ainsi un accès à l'eau potable à 4,674 personnes déplacées. L'augmentation de la productivité du forage (à travers la solarisation et le remplacement de la pompe) alimentant le système d'adduction d'eau de Banibangou, permettant de fournir de l'eau potable à 9,778 personnes dont 2,997 personnes déplacées.
- La réhabilitation de 5 points d'eau et leur raccordement aux salles de soins dans 5 Centres de récupération et d'éducation nutritionnelle intensifs / Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition sévère (CRENI / CRENAS) dans le district sanitaire de Ouallam.
- La construction de 350 blocs de latrines d'urgence dans les sites des déplacés internes de Abala, Ayourou, Bani bongou, Bankilare, Dessa, Gotheye, Ouallam, Makalondi, et Torodi, en faveur de 6,323 personnes.
- L'amélioration des infrastructures d'assainissement dans les CRENI / CRENAS cibles à travers la réhabilitation de 4 blocs de latrines, la construction de 4 brûleurs et la réhabilitation de 3 autres ; l'aménagement de 2 aires assainies autour des points d'eau.
- La distribution de 2,900 Kits WASH (composés chacun de 7 morceaux de savon, 200 comprimés d'aquatab ou 18 sachets de PUR, 1 tissu filtrant) à 20,300 déplacés internes sur les 9 sites précédemment cités.
- La promotion des bonnes pratiques d'hygiène intégrant la sensibilisation sur la prévention contre le COVID-19 en faveur des populations déplacées, des communautés hôtes et des couples mères/enfants malnutris, touchant environ 119,929 personnes.
- La distribution des kits WASH-in-Nut (composés chacun de 1 morceau de savon et 33 comprimés d'aquatab ou 33 sachets de PUR) aux 4,699 couples mère/enfants malnutris dans 14 CRENI/CRENAS des districts sanitaires de Ouallam.
- La dotation de 14 structures de santé en kits PCI (prévention et contrôle de l'infection) composés chacun de 1 dispositif de lavage des mains, 6 cartons de 52 tubes de gel hydro-alcoolique, 1 carton de 12 bidons d'eau de javel, 2 poubelles de 18l, 2 poubelles de 120l, 1 paquet de 24 serpillères, 1 lunette de protection, 2 paires de gants, 1 tenue pour hygiéniste, 1 paire de bottes, 5 balais, dont 2, à brosses, 2 râtaux, 2 pelles et 1 brouette.
- Le renforcement des capacités du personnel de 14 structures de santé à travers la formation de 14 agents de santé (3 femmes et 11 hommes), 28 relais communautaires (17 femmes et 11 hommes) et 14 hygiénistes (tous des hommes) ainsi que de 28 membres des comités de gestion (3 femmes et 25 hommes) sur les thématiques liées à la promotion de bonnes pratiques d'hygiène, le suivi et l'encadrement de la communauté ainsi que la distribution du savon.
Mis à disposition 4,100 kits abris d'urgence ainsi que 410 kits d'outils de construction (outils pour la construction d'abris), dont 4,100 kits abris et 229 kits d'outils de construction ont été distribués à travers le RRM au bénéfice de 4,100 ménages (31,649 personnes).

Ce projet a assisté 10,560 personnes dans le secteur de l'éducation (dont 10,158 enfants), 119,929 personnes dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement, et 31,649 à travers le mécanisme de réponse rapide (RRM) qui a apporté une réponse en abris (et outils respectifs). Cette réponse multisectorielle aux populations déplacées internes (et, à une moindre échelle, les populations hôtes) dans les régions de Tillabéry, Tahoua, et Diffa a permis de couvrir les besoins les plus urgents et de fournir des services essentiels aux enfants et leurs familles.

L'UNICEF Niger tient à chaleureusement remercier le fonds CERF de cette importante contribution et son appui continu au bénéfice des enfants et des femmes au Niger.

3. Modifications

Dans le secteur de l'éducation, le programme a connu une modification mineure. Cette modification a porté sur la reprogrammation de l'activité 2.7 « Organiser des cours d'initiation pour les enfants qui n'ont jamais été scolarisés pour les préparer à l'entrée au cycle primaire au cours de la prochaine rentrée scolaire. ». En effet, à peine l'activité a été lancée quand est intervenu la note circulaire N°3 du 15 janvier 2021 du Ministère de l'Enseignement primaire suspendant les activités d'éducation non formelle n'ayant pas démarré avant la fin du mois de novembre 2020. C'est ainsi que les ressources ont été reprogrammées par le partenaire de mise en œuvre, ICAHD Intl., de

concert avec l'UNICEF, pour prendre en compte les demandes de classes temporaires (TLS) et de latrines additionnelles par les communautés à travers les CGDES.

Le projet n'a pas fait l'objet de modification au niveau des objectifs et des activités prévus dans le secteur WASH. Toutefois, les modalités de mise en œuvre de certaines activités ont dû être adaptées et ajustées pour tenir compte des mesures barrières en lien avec la prévention et le contrôle de la COVID-19. C'est ainsi que la distanciation sociale a été respectée lors de la conduite des activités de promotion de l'hygiène, des formations intégrant les aspects COVID-19 ont été conduites en faveur de 14 agents de santé, 28 relais communautaires, 14 hygiénistes, ainsi que de 28 membres des comités de gestion.

Concernant la demande de NCE soumise et approuvée pour ce projet par le Secrétariat du CERF, les activités du RRM avaient accusé un retard dans l'atteinte des résultats à cause des mesures de prévention imposées par le Gouvernement et les nouveaux protocoles adoptés par les acteurs humanitaires pour contrôler la diffusion du COVID-19. Depuis novembre 2020, avec la deuxième vague de COVID-19 en cours, les acteurs du RRM ont été obligés de réappliquer les SOP dans leur version la plus stricte pour éviter que les activités de réponse ne facilitent la transmission du virus, ce qui a eu un impact négatif sur la rapidité de la mise en œuvre. Cela s'est ajouté au retard pris précédemment en raison de l'arrêt de toutes les opérations par le partenaire ACTED en août 2020, suite à un grave incident de sécurité qui a entraîné le meurtre du personnel de l'ONG.

D'autre part, après la finalisation de l'achat des kits prévus, un surplus de fonds a été identifié : les prix d'achat réels étaient plus bas que prévu grâce également aux LTA (accords à long terme) avec les fournisseurs. Initialement, UNICEF devrait acheter 3,000 kits abris d'urgence et 300 kits d'outils de construction pour assister 21,000 personnes. En raison des prix réalisés sur l'achat de kits, finalement UNICEF a pu acheter 4,100 kits abris et 410 kits outils, et assister 31,649 personnes au lieu des 21,000 prévues initialement (51% en plus). Les 1,100 kits abris et 110 kits de construction supplémentaires ont été achetés et transférés au partenaire de mise en œuvre ONG ACTED en novembre 2020. Le partenaire ACTED et les autres membres du Consortium RRM ont finalisé la distribution des 4,100 kits abris le 12 février 2021.

Le ratio de distribution des 410 kits de construction des partenaires aux bénéficiaires de 1/10 a été modifié en prenant compte les suggestions des membres de la communauté et de critères de proximité entre les ménages qui partagent les outils de montage composant un kit construction. Ainsi le ratio initial de 1 kit outil pour 10 kits abris a été adapté en prenant en compte la spécificité contextuelle de chaque distribution, avec une moyenne de 1 kit pour 18 abris. Sur les 410 kits achetés et mis à la disposition des partenaires, 229 ont été distribués. Les 181 kits restants seront distribués en 2021 par le mécanisme RRM avec les abris sous financement ECHO ou autres bailleurs.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Éducation - Éducation									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	494	952	1,446
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	214	222	3 315	3 185	6 936	0	0	3,181	3,681	6,862
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	850	1,000	1,850
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	144	258	0	0	402
Total	214	222	3 315	3 185	6 936	144	258	4,525	5,633	10,560
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	9	9	133	127	278	0	0	77	101	178
Secteur / cluster	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	4,683	3,867	5,292	5,158	19,000	6,869	6,600	9,106	8,749	31,324
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	18,821	18 083	26,368	25,333	88,605
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	4,683	3,867	5,292	5,158	19,000	39,100	34,454	24,462	21,913	119,929
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	171	164	236	227	798	1,642	1,447	1,027	920	5,036

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Secteur / cluster	Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	5,176	4,274	5,849	5,701	21,000	6,738	6,474	9,403	9,034	31,649
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5,176	4,274	5,849	5,701	21,000	6,738	6,474	9,403	9,034	31,649
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	217	180	246	239	882	278	282	379	395	1,334

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Dans le secteur de l'éducation, un nombre total de 1,396 parents (dont 696 femmes) ont indirectement bénéficié de la sensibilisation par les pairs assignée aux membres des bureaux CGDES directement touchés par les formations sur les thématiques de : culture de la paix, prévention et gestion des violences en milieu scolaire. D'autres aussi ont été touchés par la mise en place des mécanismes de collecte des données sur les incidents de protection en milieu scolaire.

Dans le secteur de WASH, à travers la mise en œuvre du projet dans 9 sites de déplacés internes et dans 14 structures de santé dans un total de 9 communes de la région de Tillabéry, l'ensemble des populations des communautés d'accueil et environnantes (88 605 personnes) ont indirectement bénéficié des activités et résultats du projet (au-delà d'avoir directement bénéficié de la distribution des kits hygiène, voir indicateur 5.3 (raison pour laquelle la population hôte est également incluse dans le tableau de bénéficiaires directs dans chapitre 4).

Concernant l'appui en kits abris et outils, les personnes indirectement ciblées par le projet n'ont pas pu être quantifiées. Pour la construction, les kits outils ont été donnés par les équipes terrain des partenaires de mise en œuvre aux membres de la communauté (essentiellement les leaders communautaires et les membres choisis par la communauté même) à travers un comité de construction. Ces comités de construction ont été formés à la construction des abris et à l'utilisation des kits outils de construction. Une fois les formations finalisées, les membres des comités de construction ont eu la charge d'appuyer et de guider les personnes bénéficiaires dans la construction.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Renforcer la survie et le bien-être des personnes déplacées à travers l'amélioration de leur accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement selon les standards Sphère dans la région de Tillabéri, la contribution à l'accès à une éducation inclusive de qualité pour les enfants dans la région de Tillabéri et Tahoua et la fourniture des réponses appropriées en abris et en BNA dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa.			
Résultat 1	Les populations affectées ont accès à des solutions de logements sûrs et dignes dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Abris d'urgence et articles non alimentaires - Abris et biens non alimentaires			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	# de kits abris d'urgence résistants distribués	3,000	4,100 kits abris distribués ; 229 kits outils distribués	Liste de distribution, Matrice de suivi des activités RRM, Rapport du partenaire de mise en œuvre ACTED
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>Initialement, UNICEF devrait acheter 3,000 kits abris d'urgence et 300 kits d'outils de construction pour assister 21,000 personnes. En raison des prix réels plus bas réalisés sur l'achat de kits, finalement UNICEF a pu acheter 4,100 kits abris et 410 kits outils., et assister 31,649 personnes (dont 9,403 filles, 9,034 garçons, 6,738 femmes, et 6,474 hommes) au lieu des 21,000 prévues initialement.</p> <p>Le nombre de bénéficiaires par région est comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diffa : 12,523 personnes (dont 7,760 enfants ; 6,387 femmes et filles) • Tahoua : 12,147 personnes (dont 7,314 enfants ; 6,195 femmes et filles) • Tillabéry : 6,979 personnes (dont 3,363 enfants ; 3,559 femmes et filles) <p>Le ratio de distribution des kits de construction des partenaires aux bénéficiaires de 1/10 (1 kit construction chaque 10 kits abris) a été modifié en prenant compte les suggestions des membres de la communauté et de</p>			

		critères de proximité entre les ménages qui partagent les outils de montage composant un kit construction (moyenne de 1 kit pour 18 abris). Sur les 410 kits achetés et remis à ACTED, 229 ont été distribués. Les 181 kits restants seront distribués en 2021 par le mécanisme RRM avec les abris sous financement ECHO et d'autres bailleurs.
Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Achats des matériaux nécessaires pour constituer les kits abris d'urgence	UNICEF
Activité 1.2	Sélection des bénéficiaires à travers un ciblage rapide/évaluation des maisons des familles d'accueil	Partenaires ONG ACTED, RRM
Activité 1.3	Distribution de kits et construction des abris d'urgence résistants	Partenaires ONG ACTED, RRM

Résultat 2 6,500 enfants d'âge scolaire (4-17 ans) dont 3,315 filles ont accès à une éducation inclusive de qualité dans un environnement sûr et protecteur à Tillabéri et Tahoua

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Education-Education			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Nombre d'espaces temporaires d'apprentissage (TLS) construits et équipés (une salle de classe en moyenne par école ciblée).	32	35	PV de réception, contrat de prestation de service, PV de sélection du fournisseur
Indicateur 2.2	Nombre de latrines d'urgence construites séparées filles, garçons (un bloc de deux latrines séparées filles/garçons par école).	32	35	PV de réception, contrat de prestation de service, PV de sélection du fournisseur
Indicateur 2.3	Nombre de filles et garçons inscrits et maintenus dans l'éducation formelle (y compris au préscolaire).	6,500 (dont 3,315 filles)	6,862 (dont 3 181 filles)	Registres d'inscription des écoles, rapports
Indicateur 2.4	Nombre d'enfants (filles et garçons) ayant reçu du matériel scolaire (manuels et kits scolaires y compris kits ECD) dans les écoles ciblées.	6,500 (dont 3,315 filles)	10,158 (dont 4 525 filles)	Rapports d'activités, Fiches de distribution, Fiches d'émargements
Indicateur 2.5	Nombre d'écoles cibles dotées de kits récréatifs	32	32 (2 kits par école)	PV de réception
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>La plupart des résultats ont été atteints, grâce à la mobilisation des structures participatives (CGDES, AME, GS), des animateurs relais, des autorités académiques et administratives, et aux missions terrains et l'appui technique des experts de l'UNICEF.</p> <p>La reprogrammation de l'activité 2.7, dont la mise en œuvre était entravée par la lettre circulaire N°3 du 15 janvier 2021 du Ministère en charge de l'enseignement primaire, a permis d'augmenter le nombre de TLS construits et équipés (+3 TLS, 10% plus que prévu) et des latrines séparées construites (+3 blocs de deux latrines séparés, 10% plus que prévu). Cette adaptation a permis de la prise en compte des besoins supplémentaires exprimés par les bénéficiaires.</p>			

En ce qui concerne l'indicateur 2.4 (activité 2.8), le stock de l'UNICEF (cofinancé sur d'autres fonds) a permis de répondre positivement à une requête additionnelle du partenaire ICAHD Intl., et à atteindre 106% de la cible prévue.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Organiser des campagnes de mobilisation sociale et de sensibilisation pour susciter l'inscription et le maintien des enfants (filles/garçons) particulièrement les filles et les enfants handicapés issus des communautés déplacées et hôtes	ICAHD Intl. à travers 6 visites de supervision de terrain par le bureau du partenaire ICAHD Intl. à Tahoua et Tillabéry et les sensibilisations des animateurs communautaires
Activité 2.2	Construire de 32 TLS	ICAHD Intl. à travers l'entreprise Fadal
Activité 2.3	Équiper 32 TLS (nattes, dispositifs de lavage des mains, tableaux à chevalet)	ICAHD Intl. et UNICEF
Activité 2.4	Construire 32 blocs de deux latrines d'urgence séparées filles, garçons dans les écoles ciblées par le projet	ICAHD Intl. à travers l'entreprise GLOBAL CONSULT
Activité 2.5	Équipement de 32 anciennes classes en tableaux à chevalets et dispositifs de lavage des mains	ICAHD Intl. et UNICEF
Activité 2.6	Organiser des cours de rattrapage pour les élèves de cours moyen deuxième année (CM2) afin de les préparer aux évaluations de passage en classe de sixième des collèges ou des centres de formation	Les cours de rattrapage ont été mis en œuvre par ICAHD Intl. à travers les Inspections départementales de l'éducation et cela en collaboration avec les Directions régionales de l'enseignement primaire.
Activité 2.7	Organiser des cours d'initiation pour les enfants qui n'ont jamais été scolarisés pour les préparer à l'entrée au cycle primaire au cours de la prochaine rentrée scolaire.	Mise en œuvre par ICAHD Intl. à travers les inspections en collaboration avec la Direction régionale de Tahoua où 1 410 enfants ont pu bénéficier des cours (dont 686 filles). L'activité a été suspendue le 20 janvier 2021 par la note circulaire N°3 du 15 janvier 2021 du Ministère de l'Éducation nationale. Au regard de cette situation, ICAHD a sollicité et obtenu une réorganisation budgétaire afin de réaliser 3 TLS et 3 latrines supplémentaires, répondant aux besoins exprimés.
Activité 2.8	Distribuer des matériels scolaires aux 6,500 élèves filles et garçons (kits et manuels scolaires) et guides du maître aux 130 enseignants (femmes et hommes) dans les écoles ciblées. A school kit/student, a math textbook/student and a French textbook/student and at the end of the year the textbooks are collected for the following year.	ICAHD avec l'appui des Inspections départementales de l'éducation avec la collaboration des Directions régionales de l'enseignement primaire
Activité 2.9	Distribuer 64 kits récréatifs (jeux et sports) dans 32 écoles ciblées (deux kits par école). 64 kits for 2 kits/school (a kit consists of a soccer ball, a handball, a puzzle, a jump rope and a domino)	ICAHD Intl. Et UNICEF

Résultat 3

Les enseignants et personnels de l'éducation dans les écoles ciblées ont les capacités renforcées pour fournir une éducation de qualité dans un environnement sûr et protecteur à Tillabéri et Tahoua

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Éducation - Éducation

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Nombre d'enseignants (femmes et hommes) formés en appui psychosocial, détection des signes de détresse et sur les mécanismes et procédures de référencement vers des structures spécialisées	130 (dont 66 femmes)	130 (dont 57 femmes)	Fiche de présence, fiches d'émargement, Termes de références de formation, rapports de formations, ordre de mission
Indicateur 3.2	Nombre de directeurs d'écoles et d'encadreurs pédagogiques (femmes et hommes) formés, en appui psychosocial, détection des signes de détresse et sur les mécanismes et procédures de référencement vers des structures spécialisées	48 (dont 24 femmes)	48 (dont 6 femmes)	Fiche de présence, fiches d'émargement, Termes de références de formation, rapports de formations, ordre de mission
Indicateur 3.3	Nombre d'enseignants (femmes et hommes) formés et ayant acquis des connaissances sur les thématiques transversales (violences basées sur le genre, protection de l'enfant, éducation aux risques liés aux mines, etc.)	130 (dont 66 femmes)	130 (dont 57 femmes)	Fiche de présence, fiches d'émargement, Termes de références de formation, rapports de formations, ordre de mission
Indicateur 3.4	Nombre d'enseignants (femmes et hommes) ayant bénéficié de formation en pédagogie et didactique du français et des mathématiques ainsi qu'en gestion de classes multigrades	130 (dont 66 femmes)	130 (dont 57 femmes)	Fiche de présence, fiches d'émargement, Termes de références de formation, rapports de formations, ordre de mission
Indicateur 3.5	Nombre d'enseignants ayant bénéficié de supervision et d'accompagnement pédagogiques	130 (dont 66 femmes)	130 (dont 57 femmes)	Fiches d'encadrement, bulletin de visite

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Les résultats ont été atteints, grâce à la mobilisation des structures participatives (CGDES, AME, GS), des animateurs relais, des autorités académiques et administratives, et aux missions de terrain.

Le pourcentage réduit de femmes participantes aux activités s'explique en partie par l'insécurité croissante dans les zones de mise en œuvre. Par ailleurs, la plupart des enseignantes, non-épouses de militaires sont réticentes à se déplacer.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Former 130 enseignants (femmes et hommes), en appui psychosocial, détection des signes de détresse et sur les mécanismes et procédures de référencement vers des structures spécialisées	ICAHD Intl. en collaboration avec les DREP
Activité 3.2	Former 32 directeurs d'écoles et 16 encadreurs pédagogiques (femmes et hommes), en appui psychosocial, détection des signes de détresse et sur les mécanismes et procédures de référencement vers des structures spécialisées	ICAHD Intl. en collaboration avec les DREP
Activité 3.3	Former 130 enseignants (femmes et hommes) sur les thématiques transversales (violences basées sur le	ICAHD Intl. en collaboration avec les DREP

	genre, protection de l'enfant, éducation aux risques liés aux mines, etc.)	
Activité 3.4	Former 130 enseignants (femmes et hommes) en pédagogie et didactique du français et en des mathématiques ainsi sur la gestion de classes multigrades	ICAHD Intl. en collaboration avec les DREP
Activité 3.5	Organiser des missions de supervision et d'accompagnement pédagogique des enseignants des écoles ciblées par le projet	ICAHD Intl. en collaboration avec les DREP

Résultat 4 Les membres des communautés et les écoles ont les capacités renforcées pour protéger les enfants dans les écoles ciblées.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Éducation - Éducation

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 4.1	Nombre de membres des comités de gestion décentralisée des écoles formés en culture de la paix et en prévention et gestion des violences en milieu scolaire.	258 (dont 132 femmes)	224 (dont 81 femmes)	Rapport des réunions
Indicateur 4.2	Nombre d'écoles ciblées par le projet ayant mis en place un mécanisme de collecte des données sur les incidents de protection en milieu scolaire.	32	32	Groupe WhatsApp mis en place et fonctionnel qui regroupe les directeurs et animateurs communautaires pour identifier tous les problèmes de protection
Indicateur 4.3	Nombre d'écoles ciblées par le projet qui rapportent sur les incidents de protection en milieu scolaire.	32	32	Notes pour le dossier des cas identifiés

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les résultats ont été atteints, grâce à la mobilisation des structures participatives (CGDES, AME, GS), des animateurs relais, des autorités académiques et administratives, et aux missions de terrain.
Le groupe WhatsApp mis en place et fonctionnel qui regroupe les directeurs et animateurs communautaires pour identifier tous les problèmes de protection.
La légère sous-performance (87% de la cible atteint) concernant l'indicateur 4.1 s'explique par l'absence des enseignants désignés par les Inspections départementales de l'éducation pour la formation en raison des difficultés de déplacement suite à la recrudescence de l'insécurité sur les axes de transport.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 4.1	Former les membres des comités de gestion décentralisée des écoles et des AME en culture de la paix et en prévention et gestion des violences en milieu scolaire.	ICAHD Intl. en collaboration avec Inspections départementales de l'éducation et les animateurs communautaires
Activité 4.2	Appuyer, en collaboration avec les acteurs de la protection de l'enfant, les écoles ciblées par le projet pour mettre en place un mécanisme de collecte des	ICAHD Intl. en collaboration avec les Directions régionales de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant

	données sur les incidents de protection en milieu scolaire.	
Activité 4.3	Suivre et accompagner, en collaboration avec les acteurs de la protection de l'enfant, les écoles ciblées par le projet pour qu'elles rapportent sur les incidents de protection en milieu scolaire.	ICAHD Intl. en collaboration avec les Directions régionales de l'enseignement primaire

Résultat 5 19,000 déplacées ont accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement à Tillabéri

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 5.1	Nombre d'hommes, de femmes, de filles et de garçons ayant un accès durable à au moins 15 litres d'eau potable par jour.	9,471	7,671 (dont 2,269 filles, 2 180 garçons, 1,643 femmes, et 1,579 hommes)	Rapport d'activités du partenaire gouvernemental (DRHA de Tillabéry)
Indicateur 5.2	Nombre d'hommes, de femmes, de filles et de garçons ayant accès aux infrastructures d'assainissement d'urgence.	7,000	6,323 (dont 1,870 filles, 1 797 garçons, 1,354 femmes, et 1,302 hommes)	Rapport final du partenaire ONG (DEDI)
Indicateur 5.3	Nombre d'hommes, de femmes, de filles et de garçons bénéficiant des kits et de la promotion de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement en situation d'urgence.	19,000	119,929 (dont 35,474 filles, 34,082 garçons, 25,690 femmes, et 24,683 hommes)	Rapport final du partenaire ONG (DEDI), Rapport final du partenaire ONG DEMI-E
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Pour l'ensemble des indicateurs, l'écart entre les valeurs cibles et atteintes est dû au fait que les infrastructures et services mis à disposition par le projet servent à la fois les populations déplacées et les communautés d'accueil. Par ailleurs le nombre de déplacés sur les sites de mise en œuvre s'est avéré de moindre ampleur qu'anticipé lors de la formulation de la proposition.			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 5.1	Réhabilitation/renforcement de capacité des systèmes d'adduction d'eau de Banibangou (2,997 IDPs) et de Ayerou (6,474 IDPs), y compris extension de réseau et installation des bornes-fontaines sur le site des déplacés.	Partenaire gouvernemental (DRHA de Tillabéry)		
Activité 5.2	Promotion de l'hygiène et distribution des 19,000 kits d'hygiène et produits de traitement de l'eau et savons pour le lavage des mains.	Partenaires ONG : DEDI dans les départements de Abala, Ayerou, Bani Bongou, Bankilaré, Dessa, Gotheye, Ouallam, Makalondi, et Torodi ; le consortium de l'ONG partenaire DEMI-E avec EAM dans le district sanitaire de Ouallam		
Activité 5.3	Construction de 350 latrines/douches d'urgence.	Partenaire ONG DEDI dans les départements de Abala, Ayerou, Bani Bongou, Bankilaré, Dessa, Gotheye, Ouallam, Makalondi, et Torodi		

Résultat 6 5,000 couples mère/enfant souffrant de malnutrition sévère ont accès à l'eau potable et aux bonnes conditions d'hygiène et d'assainissement via la réhabilitation d'infrastructures WASH dans le CRENIS/CRENAS (Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition sévère / Centre de récupération et d'éducation nutritionnelle intensif) et la distribution des kits d'hygiène aux couples mère enfants malnutris.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Eau, assainissement et hygiène - Eau, assainissement et hygiène

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 6.1	Nombre d'enfants admis pour le traitement de la MAS ayant reçu un paquet minimum d'activités WASH (sensibilisation et distribution des kits d'hygiène comprenant produits de traitement de l'eau à domicile et savon). These kits are different: they target the needs of malnourished children and their caregivers. The 5,000 children and their HH are among the same one targeted for access to water (IDPs)	5,000	4,699 (dont 1 390 filles)	Rapport final des partenaires ONG (consortium DEMI-E &EAM)
Indicateur 6.2	Nombre de CRENIS/CRENAS qui ont bénéficié de la réhabilitation d'infrastructures WASH et/ou dotation en kits d'hygiène et d'assainissement.	14	14	Rapport final des partenaires ONG (consortium DEMI-E &EAM)

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur L'atteinte de 94% de la cible pour l'indicateur 6.1 s'explique par un nombre d'admissions d'enfants pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère (MAS) dans les structures ciblées plus faible qu'anticipé ; soit 4,699 au lieu de 5,000.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 6.1	Promotion des bonnes pratiques d'hygiène et distribution des 5,000 kits d'hygiène aux couples mère/enfant malnutris sévères dans CRENIS/CRENAS.	Rapport final des partenaires ONG (consortium DEMI-E &EAM) dans le district sanitaire de Ouallam (Tillabéry)
Activité 6.2	Réhabilitation d'infrastructures WASH, mise en place de dispositifs de lavage des mains avec du savon et dotation des kits d'hygiène et d'assainissement dans les CRENIS/CRENAS.	Rapport final des partenaires ONG (consortium DEMI-E &EAM) dans le district sanitaire de Ouallam (Tillabéry)
Activité 6.3	Promotion de bonnes pratiques d'hygiène dans les villages et sites de provenances des enfants malnutris, pour la prévention des maladies diarrhéiques et de la malnutrition.	Rapport final des partenaires ONG (consortium DEMI-E &EAM) dans le district sanitaire de Ouallam (Tillabéry)

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines

prioritaires sous-financés⁴ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁵ :

Les activités de l'éducation, particulièrement sur ce programme, ont été alignées au plan de réponse humanitaire HRP 2020 renforcées par des évaluations sectorielles conduites de manière participative avec les populations concernées à travers les CGDES et les Inspections départementales pour l'éducation et des discussions au sein du sous cluster ou groupe de travail d'éducation. Les équipes du projet ont également tenu à responsabiliser la population à travers les comités de gestion décentralisés des établissements scolaires dans l'identification des besoins en infrastructures scolaires et l'attribution de ces infrastructures. Mieux encore, leur appropriation a été recherchée par les CGDES et les mairies désormais en charge de l'éducation au niveau local.

À la phase conceptuelle du projet pour le secteur WASH, à l'initiative de l'UNICEF, le partenaire gouvernemental a mené une évaluation des besoins sur les sites au cours de laquelle il s'est entretenu avec les populations déplacées et les communautés d'accueil pour mieux comprendre leurs besoins et priorités. En prélude à la phase de mise en œuvre, les partenaires ONG ont préalablement présenté le projet auprès des autorités compétentes des zones d'intervention par l'action d'une lettre d'introduction du projet, et ont par la suite signé un protocole d'accord avec l'autorité de tutelle de la région ainsi que les différents services techniques. Une fois les accords obtenus, avant d'implémenter les activités, les partenaires ont rencontré les populations bénéficiaires pour présenter le projet y compris les activités et les critères de ciblage de certaines des composantes telles que les kits hygiène et les blocs de latrines et s'assurer de leur adhésion à s'impliquer pour une réussite du projet. Le lien avec les bénéficiaires a été maintenu par les partenaires lors des phases de mise en œuvre et suivi du projet, contribuant ainsi fortement à l'atteinte des résultats du projet.

Concernant les interventions du RRM, la redevabilité envers les personnes affectées a été systématiquement assurée de la manière suivante à travers les trois phases de la réponse :

- 1) Conception du projet / de l'intervention : Dans le cadre des évaluations de besoins réalisées par les partenaires du mécanisme de réponse rapide, les populations ont été consultées à travers des groupes de discussion et des entretiens individuels, en vue de collecter leurs besoins prioritaires et de mieux informer le processus de planification/réponse.
- 2) Mise en œuvre : Tout au long de la mise en œuvre de ce projet, les populations ont été intégrées et consultées, par l'intermédiaire des groupes de discussion. À cet effet, des discussions de groupes séparés (hommes / femmes) ont été organisées afin de leur permettre de s'exprimer plus librement. En amont des distributions, les autorités coutumières et administratives ont été systématiquement impliquées. Ces discussions ont permis d'affiner le ciblage des populations les plus vulnérables et d'identifier les meilleures stratégies de distribution.
- 3) Suivi : Dans le cadre du suivi évaluation, trois enquêtes PIM (Post-Intervention Monitoring) ont été organisées et les rapports rédigés, afin de recueillir le niveau de satisfaction des bénéficiaires et d'améliorer continuellement le travail du RRM.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Dans le secteur de l'éducation, le partenaire de mise en œuvre ICAHD Intl. a mis en place un mécanisme de plainte et de réponse à travers des groupes WhatsApp couvrant les bénéficiaires selon les profils (enseignants, CGDES.) pour qu'ils puissent faire part de leurs préoccupations, plaintes et donner un retour d'information et recevoir une réponse en temps utile.

⁴ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁵ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

Au cours de la présentation des activités du projet dans le secteur WASH et des critères de ciblage de certaines des composantes, les partenaires de mise en œuvre ont discuté avec les populations concernées des moyens par lesquels elles peuvent faire part de toute préoccupation qui émergerait dans le processus de mise en œuvre du projet. Il s'agit entre autres moyens de contacter directement les autorités administratives et/ou les agences gestionnaires des différents sites.

Dans le cadre du RRM, chaque partenaire du consortium a mis en place un mécanisme de plainte et de réponse (MGP) couvrant chaque activité pour que les bénéficiaires puissent faire part de leurs préoccupations, déposer des plaintes et donner un retour d'information de manière sécurisée, et recevoir une réponse en temps utile.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Conformément au code de conduite et aux normes opérationnelles ainsi que de sa politique de prévention contre la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), le personnel de l'UNICEF et des partenaires ONG à travers tous les secteurs a été formé sur la PEAS. Pour chaque partenaire de mise en œuvre, l'UNICEF conduit des évaluations pour vérifier les mesures mises en place par ces partenaires pour la prévention des PEAS. À la suite de ces évaluations, des plans d'action sont élaborés afin de renforcer les mesures de prévention si nécessaire. L'UNICEF continue de promouvoir la prévention de l'exploitation et des abus sexuels dans tous les projets et partenariats.

Au-delà, concernant le Mécanisme de réponse rapide (RRM) qui a apporté la réponse en abris, les mécanismes PSEA des partenaires de mise en œuvre sont en lien direct avec le mécanisme AAP / MGP, et les organismes de mises en œuvre disposent également de lignes vertes confidentielles.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

La promotion de la femme et les filles transparaît dans les activités d'éducation, par exemple en encourageant la participation des femmes (enseignantes, mères) aux différentes formations (des comités, pédagogiques, etc.), et en mettant en œuvre une formation et des actions de sensibilisation contre les violences basées au genre. D'ailleurs, les latrines construites dans le contexte scolaire sont séparées par genre.

Quant au secteur WASH, la perspective de genre a été intégrée dans la programmation et la mise en œuvre du projet. Les produits et résultats ont couvert tous les groupes d'âge et ont ciblé les hommes et les femmes, en assurant la participation des filles. Conformément aux normes nationales et internationales IPC/WASH dans les communautés et les établissements de santé, les latrines nouvellement construites et réhabilitées sont séparées par sexe afin de garantir l'intimité et la sécurité des femmes et des filles.

En ce qui concerne le RRM, le mécanisme cible les femmes comme principaux bénéficiaires de l'assistance. Ceci permet d'éviter l'exclusion des ménages polygames et des femmes vulnérables chefs de ménages. Les évaluations intègrent de façon systématique la consultation prioritaire à travers l'organisation des focus groups séparés pour les femmes et les filles et sont conjointes aux évaluations rapides de protection. Lors des distributions, des files d'attente séparées pour les plus vulnérables, y compris les femmes, les enfants-chef de ménages et autres personnes à besoins spécifiques, sont mises en place pour les distributions.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Dans le domaine de l'éducation, la construction des ouvrages et mobilier scolaire a tenu compte des personnes handicapées notamment avec l'installation des rampes d'accès. Un accent particulier a été mis lors de l'inscription et des activités de maintien à l'école. Au total, un nombre de 178 handicapés ont bénéficié de l'appui apporté à travers ce financement, dont 77 filles.

Un nombre total estimé à 5,036 personnes bénéficiaires considérés comme PwD ont directement bénéficié des interventions WASH de ce projet, dont 1,642 femmes, 1,447 hommes, 1,027 filles et 920 garçons. Ce chiffre est basé sur le ratio PwD/Population générale de 4% en vigueur au Niger.

De plus, à travers ce projet 1,334 personnes bénéficiaires considérées comme PwD ont directement bénéficié de kits d'abris d'urgence, dont 774 enfants et dont 657 femmes et filles.

f. Protection :

Les activités de l'éducation ont contribué à la résilience communautaire en renforçant les capacités des membres des bureaux CGDES (activités 4.1) et leur sensibilisation à des sujets de protection de l'enfant, aussi bien qu'à travers la mise en place des mécanismes de rapportage et de suivi des cas d'incidents de protection.

Constituant la base de l'activation du RRM, les évaluations multisectorielles (MSA) intègrent les aspects de la protection des groupes vulnérables, y inclus les filles et les femmes. La consultation prioritaire à travers l'organisation des focus groups séparés pour les femmes et les filles se fait de façon systématique et conjointement aux évaluations rapides de protection (ERP). Les interventions du RRM sont des interventions multisectorielles, et les bénéficiaires des abris de ce fond CERF ont également reçu les autres paquets de réponses RRM à savoir : Protection, EHA, Sécurité Alimentaire et BNA (co-financés par d'autres contributions).

g. Éducation :

L'éducation des enfants dans la zone d'intervention (régions de Tahoua et Tillabéry) se complique de plus en plus avec la fermeture de certaines écoles et les mouvements internes de la population liés à l'insécurité sans oublier les menaces proférées contre les enseignants. Cette situation entraîne la déscolarisation des enfants qui s'adonnent à certaines activités (corvée d'eau et de bois de chauffe, conduite des animaux aux pâturages, etc.) loin du village les exposant à des risques de protection, dont l'enlèvement et séparation, avec les parents, le viol pour les filles, la violence physique et l'enrôlement forcé par les éléments des GANE. Cependant que les actions de prévention tiennent compte de ces problématiques et une assistance est apportée aux enfants victimes d'abus violence et exploitation, les interventions dans le secteur de l'éducation représentent en soi un investissement dans la prévention des activités à risque et menaces envers les enfants précédemment mentionnés.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Non	Non	RAS

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, ce programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

À la date de la conception de ce projet, la modalité de réponse principale du RRM au Niger était l'appui en nature (in-kind). Des pilotes RRM pour des interventions en transfert monétaire sont en cours notamment pour les secteurs Abris et BNA et pour le cash multisectoriel sur des fonds autres que les fonds CERF. Au vu de l'urgence de la nécessité d'intervention et que les résultats des projets pilotes n'étant pas encore disponibles, le choix d'une intervention en nature a été fait sur ces fonds CERF, en concertation avec les membres du cadre commun RRM.

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
-------	-------------------

Human Interest Story	I felt like the sky had fallen on our heads : Human interest story highlighting the challenges children and families are facing and the support provided by UNICEF in the region of Diffa
Press release announcing overall CERF Support	<p>Media announcement mentioning overall CERF support in Niger, including COVID-19 response, largely disseminated: https://www.unicef.org/niger/press-releases/united-nations-cerf-supports-unicef-and-partners-accelerate-humanitarian-response</p> <p>http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2020/0603/c96852-9696979.html</p> <p>https://www.actuniger.com/societe/16248-le-cerf-soutient-l-unicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger-communique-de-presse.html</p> <p>https://niger.un.org/fr/48041-le-cerf-soutient-lunicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger</p> <p>http://mapanticorona.map.ma/fr/node/11647</p> <p>http://niger.niooz.fr/le-cerf-soutient-l-unicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger-communique-de-presse-36088867.shtml</p> <p>https://niger.un.org/fr/48041-le-cerf-soutient-lunicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger</p> <p>https://www.unicef.org/niger/press-releases/united-nations-cerf-supports-unicef-and-partners-accelerate-humanitarian-response</p> <p>https://levenementniger.com/humanitaires-cerf-plus-de-5-millions-de-dollars-alloues-a-l-unicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=</p> <p>https://niger-search.com/humanitaires-cerf-plus-de-5-millions-de-dollars-alloues-a-l-unicef-et-ses-partenaires-pour-accelerer-la-reponse-humanitaire-au-niger-3884.html</p> <p>https://cerf.un.org/news/story/niger-children-are-most-vulnerable</p>
Child-led advocacy initiative on humanitarian	<p>The celebration of the World Children's Day 2020 was an opportunity for children in Niger to advocate for their rights, especially for those affected by crisis. Through the funding support of CERF, UNICEF, in close collaboration with national-based media outlets, organized a series of media initiatives, through which children themselves have produced a series of articles and reports and organized TV debates on the situation of children affected by crisis.</p>
Newsletter on COVID-19 response and humanitarian	<p>UNICEF produces on a regular basis a newsletter to highlight support provided by partners (including CERF) in the COVID-19 response and beyond (including humanitarian) : https://www.unicef.org/niger/reports/year-pandemic-year-action-niger</p>

3.3 Rapport du projet 20-RR-WFP-027

1. Information sur le projet

Agence :	WFP	Pays :	Niger
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire Nutrition - Nutrition	Code du projet :	20-RR-WFP-027
Titre du projet :	Assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes déplacées internes dans les régions de Tahoua et Tillabéry		
Date de début :	06/05/2020	Date de fin :	05/02/2021
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 147 384 557
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 33 125 535
	Montant reçu du CERF :	US\$ 1 500 041
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 0
	Partenaires gouvernementaux	US\$ 0
	Partenaires ONG internationale	US\$ 0
	Partenaires ONG nationale	US\$ 0
Croix Rouge / Croissant Rouge	US\$ 0	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette contribution du CERF dans le cadre de la réponse rapide, le PAM a pu assister 63,367 personnes dans les régions de Tillabéri et Tahoua et de Diffa, réparties comme suit :

- 12,370 personnes déplacées internes à Tahoua et Tillabéry ont reçu de l'assistance alimentaire inconditionnelle pendant 4 mois à travers des distributions mensuelles sous forme de vivres.
- 1,000 enfants de 6 à 23 mois ont reçu de l'assistance nutritionnelle pour 7 mois dans le cadre de la prévention de la malnutrition
- 701 enfants de 6 à 23 mois ont reçu de l'assistance nutritionnelle pour 7 mois dans le cadre du traitement de la malnutrition ;
- 50,997 personnes déplacées internes et des réfugiés à Diffa ont reçu de l'assistance alimentaire inconditionnelle sous forme de transferts monétaires pendant le mois de décembre 2020 (une distribution).

3. Modifications

Comme indiqué dans la Revision Request soumise par le PAM en mai 2021 (après la clôture du projet), la proposition approuvée du CERF prévoyait une distribution des transferts monétaires aux déplacés à Tillabéry et à Tahoua. Malheureusement, la situation sécuritaire dans les zones ciblées a progressivement détérioré au cours de 2020. En conséquence, le PAM a privilégié la distribution des vivres dans la plupart des communes, pour éviter des risques sécuritaires et de protection. Le plan initial d'assister 9,988 déplacés avec du cash dans ces régions pendant quatre mois n'était pas donc jugé faisable, et le PAM a continué à assister ces populations avec des vivres, en complétant le financement CERF avec d'autres sources de financement.

À cause de ce changement d'approche, le montant alloué par le CERF pour des distributions de cash n'avait pas été utilisé ; en décembre 2020, ce financement a été utilisé par le PAM pour assister des réfugiés et personnes déplacées dans la région de Diffa, où les conditions sécuritaires et de marché étaient plus favorables. Ce genre de changement entre modalités et entre régions ciblées aurait dû être convenu avec le CERF avant que les actions soient prises. Malheureusement, cette demande n'a pas été soumise et le PAM a donc soumis une requête de révision post-factum au CERF, qui a été approuvée.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition - Nutrition									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	816	784	1,600	0	0	868	834	1,702
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	816	784	1,600	0	0	868	834	1,702
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	0	0	12	12	24	0	0	13	13	26
Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	3,592	3,745	2,400	2,498	12,235
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	3,056	2,936	2,038	1,958	9,988	15,029	15,646	10,024	10,433	51,132
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3,056	2,936	2,038	1,958	9,988	18,621	19,391	12,424	12,931	63,367
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	25	44	31	29	129	151	281	198	189	819

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Sur les sites de distribution des vivres PAM, les partenaires coopérants font des sensibilisations à travers les mégaphones sur les pratiques familiales essentielles (prévention de la diarrhée, utilisation des services de santé curatif et préventif, alimentation du nourrisson et du jeune enfant, etc.). Ces séances de sensibilisation sont faites par les relais communautaires en utilisant les mégaphones. Aussi ces séances de sensibilisation sont conduites au niveau des formations sanitaires pour tous les clients y compris les accompagnantes/mères des enfants souffrant de MAM et à travers les radios communautaires pour toutes les populations de la zone. Ces bénéficiaires indirectes sont plus de 17,400 personnes affectées par la crise.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet Fournir une aide alimentaire pour sauver des vies par des distributions générales de vivres pour quatre mois et transferts monétaires pour trois mois aux 9,988 personnes touchées

Résultat 1 Les besoins alimentaires des 9,988 personnes déplacées internes dans les régions de Tahoua et Tillabéry sont couverts

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	% de la population ciblée avec un score de consommation alimentaire acceptable (Food Consumption Score - FCS)	63%	58%	Post-distribution monitoring survey (Nov/ Dec 2020)
Indicateur 1.2	Indice réduit des stratégies d'adaptation (Reduced Coping Strategies Index - rCSI)	1.8	3.34	Post-distribution monitoring survey (Nov/ Dec 2020)
Indicateur 1.3	% tonnage total des vivres distribués The exact amount of tonnage will be provided in the report, as usual	100%	100%	Rapport de l'unité de logistiques du PAM

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Les résultats de sécurité alimentaire sont inférieurs à ce qui avait été planifié. Ceci peut s'expliquer par une plus grande vulnérabilité de base des bénéficiaires ciblés, notamment à cause du COVID19.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Achats et transport des vivres	PAM
Activité 1.2	Ciblage des bénéficiaires et distribution des vivres pour les quatre mois initiaux de distribution, et ensuite de cash pour l'achat de vivres pour les trois mois finales	PAM et partenaires
Activité 1.3	Monitoring	PAM et partenaires

Résultat 2 Stabiliser et réduire la malnutrition chez 1,000 enfants déplacés internes de 6 à 23 mois

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition - Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification

Indicateur 2.1	% de population ciblée bénéficiaire d'un nombre adéquat de distributions des vivres	>66% (indicateur standard qui fait référence au pourcentage de distributions auxquelles le même bénéficiaire	95%	Rapports des partenaires coopérants
Indicateur 2.2	% des enfants recevant assistance pour la prévention de la malnutrition	100%	95%	Rapports des partenaires coopérants
Indicateur 2.3	% d'enfants de 6 à 23 mois dépistés pendant les distributions % du tonnage total des vivres distribués	90%	100% du tonnage total de Plumpy Doz distribués	Rapports des partenaires coopérants
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Tous les 100% des vivres ont été achetés, ce qui a permis de prévenir la malnutrition chez 951 enfants de 6 à 23 mois pendant une période de 7 mois en association avec les distributions générales de vivres (GFD).		
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 2.1	Achats et transport des vivres	PAM		
Activité 2.2	Distribution des vivres pour les quatre mois initiaux de distribution, et ensuite de cash pour l'achat de vivres pour les trois mois restants	PAM et partenaires		
Activité 2.3	Monitoring	PAM et partenaires		

Résultat 3	Traitement de la malnutrition : Dépistage et orientation de 600 enfants déplacés internes de 6 à 23 mois vers des centres de santé + traitement de malnutrition aiguë modérée (MAM)			
Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>				
Secteur / cluster	Nutrition - Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	% d'enfants de 6 à 23 mois dépistés pendant les distributions	90%	100%	Rapport du Ministère de la santé (DHIS 2)
Indicateur 3.2	% de population éligible pour bénéficier des distributions	>90%	100%	Rapport du Ministère de la santé (DHIS 2)
Indicateur 3.3	Performance de l'activité (taux de guérison, d'abandon, de décès et non répondant)	Taux de guérison > 75% Taux d'abandon < 15% Taux de décès < 3% Taux de non-répondant < 15%	Taux de guérison : 92,09% ; Taux d'abandon : 4,35% ; Taux de décès : 0,2% Taux de non-répondant : 3,36%	Rapport du Ministère de la santé (DHIS 2)
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur		Avant la distribution des vivres au niveau des Centres de Santé Intégrés/Cases de Santé (CSI/CS), tous les enfants 6 – 23 mois ont été dépistés. Les résultats de ce dépistage ont permis d'identifier les enfants souffrant de MAM. Du fait qu'une grande quantité de Plumpy'Sup a été achetée (9mt au lieu 7,2mt planifiée), nous a permis d'atteindre un plus grand nombre des enfants (750 enfants) souffrant de MAM par rapport à la planification (600 enfants)		
Activités	Description	Mise en œuvre par		

Activité 3.1	Achats et transport des vivres	PAM et partenaires
Activité 3.2	Dépistage des enfants de 6 à 23 mois pour la malnutrition et référence aux centres de santé plus proches	PAM et partenaires
Activité 3.3	Achats des vivres supplémentaires pour le traitement de la MAM	PAM et partenaires

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁶ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁷ :

1) Phase de conception et de planification du projet :

Dans les projets du PAM, l'obligation de rendre compte se retrouve dans deux principes : i) les personnes touchées doivent être activement impliquées dans les décisions qui affectent leur vie ; et ii) l'implication des communautés dans les décisions relatives aux programmes rend l'aide alimentaire plus efficace. Ainsi, le PAM met l'accent sur la fourniture d'informations, la consultation et les mécanismes de plaintes comme principal pilier de sa stratégie de AAP.

2) Phase de mise en œuvre du projet

Les réponses sont conçues et adaptées pour répondre aux différents besoins des populations touchées. Quand et où cela est nécessaire, les distributions s'efforcent de répondre aux préférences alimentaires de la population touchée.

3) Suivi et évaluation des projets :

Le PAM assure la mise en place, dans les sites de distribution, des comités de plaintes qui fonctionnent comme un système de renvoi pour les cas identifiés. Le suivi des distributions et le suivi des paniers alimentaires sont effectués par le personnel du PAM pendant les distributions afin d'assurer la transparence. Les quantités de rations sont pesées pour s'assurer que les rations ont été respectées.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Un nouveau mécanisme de plainte a été mis en place avec le soutien du siège et du bureau régional du PAM. Le PAM et ses partenaires ont renforcé le mécanisme de plainte au niveau local et le suivi post-distribution pour s'assurer de manière appropriée que les bénéficiaires ont toujours accès à un mécanisme de plainte. Alors que le nouveau mécanisme des plaintes est encore en cours de développement, le PAM utilisera son centre d'appel dédié mVAM pour promouvoir un système pour ses bénéficiaires afin de compléter le système en place.

⁶ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁷ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

Les systèmes de plaintes au niveau communautaires sont également fonctionnels avec des comités de plaintes constitués au niveau de chaque site de distribution.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Le PAM prend en compte toute une série de facteurs qui peuvent occuper une place importante dans un contexte d'urgence, y compris les abus et l'exploitation sexuelle en raison du manque de moyens de subsistance. L'approche du PAM à l'égard du SEA est double : concevoir des interventions sensibles au SEA et veiller activement à ce que les questions relatives au SEA soient traitées correctement dans les discussions sur le groupe de protection. L'intégration des considérations relatives au SEA dans les opérations du PAM se fait par le renforcement des capacités à travers les sessions de sensibilisation sur des questions telles que l'exploitation et les abus sexuels ; l'autonomisation des femmes bénéficiaires dans la gestion de la distribution alimentaire au niveau du site; et l'autonomisation des femmes dans la gestion de l'assistance alimentaire au niveau du ménage.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Le PAM continue d'adopter des approches participatives et transformatives dans toutes les phases de ses opérations, du ciblage au suivi et à l'évaluation. Les femmes sont encouragées à participer activement aux discussions communautaires et aux mécanismes de retour d'information. En outre, lors des exercices de collecte de données, les données sont ventilées par sexe et par âge.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Conformément au mandat du PAM, l'inclusion des personnes handicapées est au cœur de toutes les interventions du PAM.

Ciblage

Le PAM utilise une approche communautaire pour identifier les ménages les plus vulnérables par une approche participative et les classer par ordre de priorité en fonction de différents critères socio-économiques.

Distribution

Un mécanisme est mis en place qui permet au PAM de donner la priorité aux personnes handicapées, s'assurer que les personnes à mobilité réduite reçoivent une assistance au domicile, et de transporter les produits alimentaires jusqu'au domicile des personnes handicapées.

Suivi et évaluations

Le PAM a créé des comités de plaintes gérés par les communautés locales. Ces comités ont été sensibilisés à l'inclusion des personnes handicapées.

f. Protection :

Le PAM a continué à mener ses opérations en donnant la priorité à la sécurité et à la dignité des bénéficiaires. Toutes les interventions ont été mises en œuvre selon le principe "Do No Harm", selon lequel toute allégation concernant les conséquences négatives potentielles des interventions du PAM sur la vulnérabilité des personnes touchées est soigneusement examinée à tous les niveaux y compris par les autorités appropriées, sous la direction du coordinateur humanitaire.

Conformément à l'approche suivie au Niger par les partenaires humanitaires et de développement, le PAM implique les communautés ciblées dans les discussions et les exercices menés pour identifier les besoins et les priorités des communautés à travers la planification participative.

g. Éducation :

RAS

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	50,997

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Comme expliqué dans la Revision Request soumise par le PAM en mai 2021, les fonds destinés pour donner du cash aux déplacés à Tillabéry et Tahoua ont été effectivement utilisés pour des déplacés et réfugiés à Diffa. Concernant l'utilisation de l'argent, les données des Post-Distribution Monitoring (PDM) démontrent que les bénéficiaires des transferts monétaires du PAM Niger utilisent en moyen plus de 70% des fonds pour couvrir les besoins alimentaires. Ce pourcentage est la valeur typique de toutes les opérations du PAM au Niger, et n'est donc pas spécifique à ce cas particulier.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
1.1	50,997	US\$ 431,059	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
-------	-------------------

ANNEXE: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

CERF Project Code	CERF Sector	Agency	Implementing Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner in USD
20-RR-HCR-019	Multi-sector refugee assistance	UNHCR	NNGO	\$30,000
20-RR-HCR-019	Shelter & NFI	UNHCR	NNGO	\$490,000
20-RR-HCR-019	Livelihoods	UNHCR	NNGO	\$185,736
20-RR-HCR-019	Mine Action	UNHCR	INGO	\$250,000
20-RR-HCR-019	Protection	UNHCR	INGO	\$54,100
20-RR-HCR-019	Protection	UNHCR	GOV	\$155,792
20-RR-HCR-019	Child Protection	UNHCR	NNGO	\$462,000
20-RR-HCR-019	Gender-Based Violence	UNHCR	NNGO	\$462,000
20-RR-HCR-019	Protection	UNHCR	GOV	\$169,700
20-RR-CEF-032	Shelter & NFI	UNICEF	INGO	\$74,117
20-RR-CEF-032	Common Telecommunications	UNICEF	GOV	\$4,235
20-RR-CEF-032	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	GOV	\$128,404
20-RR-CEF-032	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	NNGO	\$78,785
20-RR-CEF-032	Water, Sanitation and Hygiene	UNICEF	INGO	\$199,153
20-RR-CEF-032	Education	UNICEF	INGO	\$238,221